



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Service interministériel d'animation
territoriale

Bureau de l'environnement

Arrêté n°41-2024-06-14-00003

**Mettant en demeure la société AALBERTS SURFACE TECHNOLOGIES
– 9, chemin des Roses – 41170 CORMENON –
de respecter les prescriptions de mise en sécurité et celles des mesures immédiates
prises à titre conservatoire le 27 février 2024**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du président de la République du 13 juillet 2023 nommant en conseil des ministres monsieur Xavier PELLETIER aux fonctions de préfet de Loir-et-Cher ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005.276.10 du 3 octobre 2005 modifié et les prescriptions applicables aux installations de traitements de surface des métaux exploitées par la société D.E.C. (Dépôts Électrolytiques et Chimiques) à CORMENON ;

VU l'arrêté du 27 février 2024 imposant des prescriptions de mise en sécurité et des mesures immédiates prises à titre conservatoire suite à l'incendie qui a dévasté le bâtiment 4 consacré à des activités de traitement de surface ;

VU l'interprétation des résultats issus des prélèvements de sol et de végétaux post-incendie remise par courriel du 10 avril 2024 de la société AALBERTS SURFACE TECHNOLOGIES ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 19 avril 2024 portant sur l'analyse des résultats commentés suite aux prélèvements dans l'environnement ;

VU le courrier du 23 avril 2024 de la société AALBERTS SURFACE TECHNOLOGIES adressé à Monsieur le préfet de Loir-et-Cher en réponse au rapport de l'inspection des installations classées du 19 avril 2024 ;

VU le rapport de l'APAVE du 24 avril 2024 intitulé « diagnostic de la qualité chimique (pollution) des milieux » ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier du 26 mai 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'un arrêté de restrictions sanitaires a été pris le 27 février 2024 sur les productions alimentaires d'origine animale et végétale produites sur la zone impactée par les retombées de suies et de fumées ;

CONSIDÉRANT que le rapport de l'APAVE sus-visé ne permet pas de conclure à l'absence d'impact environnemental et sanitaire de l'incendie du 24 février 2024 et qu'il recommande de rechercher les produits de décomposition susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement afin de confirmer ou non le lien entre les anomalies mises en évidence dans le rapport et l'incendie ;

CONSIDÉRANT l'article 5-I de l'arrêté de mesures conservatoires du 27 février 2024 qui prévoit :

b/ une évaluation de la nature et des quantités de produits et de produits de décomposition/dégradation susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement (air, eau, sol,...) compte-tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'accident qui ont pu être observées ;

d/ un inventaire des cibles et enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre en particulier : habitations, établissements recevant des personnes sensibles (enfants, personnes âgées, etc.) zones de cultures maraîchères, zones d'autoculture, zones de pâturage, présence de bétail, de sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel) ;

CONSIDÉRANT l'article 5-III de l'arrêté de mesures conservatoires du 27 février 2024 qui prévoit une interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées, et en l'absence de valeurs de gestion réglementaires la réalisation d'une évaluation quantitative des risques sanitaire ;

CONSIDÉRANT l'article 5-IV de l'arrêté de mesures conservatoires du 27 février 2024 qui prévoit que sur la base des conclusions du paragraphe III, l'exploitant propose au Préfet et à l'inspection des installations classées des mesures de gestion dont l'objectif est de supprimer les éventuels impacts sanitaires et environnementaux potentiels ;

CONSIDÉRANT que les délais de mise en œuvre des articles 5-I, 5-III et 5-IV de l'arrêté de mesures conservatoires susvisé sont échus ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où il ne peut pas être statué sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre et donc de statuer sur l'arrêté de restrictions sanitaires qui a été pris ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société AALBERTS SURFACE TECHNOLOGIES de respecter les prescriptions / dispositions des articles 5-Ib, 5-Id, 5-III et 5-IV de l'arrêté préfectoral imposant des prescriptions de mise en sécurité et des mesures immédiates prises à titre conservatoire susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société AALBERTS SURFACE TECHNOLOGIES exploitant une installation de traitement de surface à CORMENON est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5-Ib, 5-Id, 5-III et 5-IV de l'arrêté préfectoral du 27 février 2024 en remettant un diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Copie en est adressée à :

- Monsieur le maire de CORMENON ;
- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de VENDÔME ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Il est publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher pendant deux mois minimum.

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de CORMENON et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le 4 JUIN 2024

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

— un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;

— un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Énergétique – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr